

[Voir la version en ligne](#)

#247 Bulletin du 16 mai 2019

cget

► **Petites centralités.****Entre desserrement urbain et dynamiques macro-régionales.**

CGET - A. Boutet ; J. Chouraqui ; M. Mauvoisin.

En Détail synthèse, mai 2019. 22 p.

Cette note propose un état de la recherche française sur les petites centralités et fait le point sur les politiques publiques qui leur sont dédiées, en France, en Allemagne, en Angleterre et aux Etats-Unis. Ce faisant, il s'agit de questionner l'objet « petites centralités » en mettant en perspective les grands enjeux qui le traversent.

Cohésion sociale

► **Les femmes en grande précarité en zone rurale.**

Gwendoline Lefebvre.

Fondation Jean Jaurès, mai 2019. En ligne

La crise des « gilets jaunes » a mis notamment en avant les fractures territoriales et les préoccupations de ce qu'on appelle aussi « la France périphérique » posant la question de l'égalité d'accès aux services publics en zone rurale. Gwendoline Lefebvre, membre de la direction de Femmes solidaires et présidente du Lobby européen des femmes, se penche plus particulièrement sur la situation des femmes vivant en zone rurale, qui sont plus touchées par la précarité et davantage invisibilisées.

Développement durable

► **L'écodéveloppement, le développement durable autrement.**

Catherine Figuière.

The Conversation, mai 2019. En ligne

L'auteure revient sur la notion de développement durable, mettant en regard son acception actuelle et celle de l'économiste Ignacy Sachs qui dès 1972 réfléchissait à la notion d'« écodéveloppement », très critique sur le contenu d'une croissance qui gaspille les ressources et dont les fruits sont redistribués de façon inégale.

Développement territorial

► Les espaces commerciaux : quels outils pour repenser les périphéries commerciales et revitaliser les centres-villes ?

Cerema, mai 2019. 23 p.

Le Cerema propose ici un document synthétique réalisé d'après une étude portant sur les différents outils pour agir en matière d'aménagement des périphéries commerciales. Celui-ci pose d'abord le constat et les problématiques identifiés en matière d'aménagement commercial, puis revient sur les déséquilibres constatés sur les plans environnemental et économique, et sur l'impact important des périphéries commerciales sur les centres-villes. Une partie de ce document aborde le développement du e-commerce, et les nouveaux comportements de consommation qu'il entraîne. Les outils pour mener des politiques d'aménagement sont ensuite présentés: la loi NOTRe, le plan Action Coeur de Ville, la loi ELAN et les Opérations de Revitalisation du Territoire. Les différentes évolutions des dispositifs réglementaires ainsi que le renforcement des mesures de contrôles et des sanctions sont précisés.

Emplois publics

► Les Hauts-de-France parmi les régions les moins pourvues en emplois publics.

Insee - Didier Castille ; Line Leroux.

***Insee Flash Hauts-de-France*, n° 68, mai 2019. 2 p.**

En Hauts-de-France, en 2016, la fonction publique rassemble 461 000 agents, hors bénéficiaires de contrats aidés. Avec 76,7 emplois publics pour 1 000 habitants, la région a un des taux les plus bas de France. Rapportés à la population, les services de l'État fournissent moins d'emplois publics que dans les autres régions. Une des raisons est la conséquence de la réforme de la carte militaire démarrée en 2008. Cependant, la région compte proportionnellement plus d'emplois publics dans les ministères en charge de l'éducation et de la recherche que la moyenne des régions de province. Depuis de nombreuses années, le taux d'administration est plus faible dans la région qu'en France de province. Avec la stabilité des emplois publics depuis 2010 et la croissance de la population, ce taux est même en légère diminution. Par ailleurs, la région est la mieux dotée en contrats aidés.

Gentrification

► Chinatowns et gentrification.

Géoconfluences, 29 mars 2019. En ligne

L'essor du tourisme à la demande chez l'habitant a conduit à une désertification et une muséification des quartiers historiques des villes. Les chinatowns, quartiers de la diaspora chinoise, sont particulièrement touchés. Géoconfluences propose un riche panorama de ressources pour illustrer ce phénomène.

► Que deviennent les centres-villes en Europe ?

Géoconfluences, 29 avril 2019. En ligne

Autour des mêmes réflexions que l'article précédent, plusieurs parutions récentes regroupées par Géoconfluences s'intéressant plus spécifiquement, cette fois, aux centres villes européens.

Mobilité

► La mobilité dans le Grand Genève : quelles pistes pour un développement territorial équilibré et durable ?

Marie Dégremont.

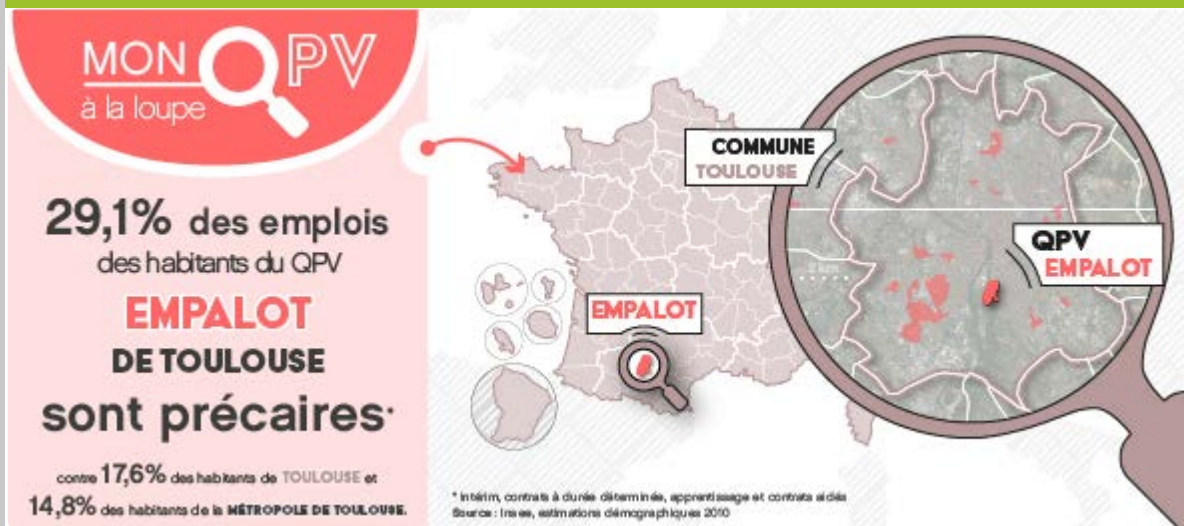
France Stratégie, mai 2019. 28 p. (coll. Documents de travail n° 2019/02)

Ce document de travail identifie les enjeux liés à la mobilité dans une aire métropolitaine, le Grand

Genève. Il examine les solutions mises en place à cette échelle et en particulier les actions menées par le Pôle métropolitain du Genevois français en vue de limiter les impacts négatifs du développement urbain. Ce territoire est en effet confronté à un essor démographique rapide, avec un important étalement urbain, en particulier côté français ; et à un déséquilibre fonctionnel grandissant, avec le développement des activités économiques et la création d'emplois, côté suisse. Cette divergence territoriale accroît le besoin de mobilité, qui se traduit par l'engorgement des principaux axes de transport, par l'importance des émissions de gaz à effet de serre associées aux déplacements et par la dégradation de la qualité de l'air au niveau local.

Le caractère transfrontalier de l'aire urbaine genevoise comme des flux qui traversent ce territoire – mouvements démographiques, échanges économiques, pollutions – favorise la recherche d'actions innovantes, qui sont susceptibles d'inspirer d'autres collectivités françaises. En particulier, le traitement conjoint des différentes thématiques influant sur le besoin de mobilité – aménagement du territoire, développement économique, etc. – et la coordination des politiques territoriales à une échelle correspondant aux pratiques quotidiennes des habitants constituent des pistes de travail intéressantes. Elles peuvent aussi contribuer à renforcer les solidarités interterritoriales et à mieux répondre aux enjeux de cohésion sociale entre les centres urbains et leur périphérie.

Politique de la ville



► Retrouvez 200 autres indicateurs statistiques concernant [ce quartier](#) ou recherchez le [quartier de votre choix](#).

► Mobilités quotidiennes des habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville.

Cerema.

Etude pour le CGET, mars 2019. 3 livrables.

Le CGET a confié au Cerema la réalisation d'une étude dans l'objectif d'observer et d'expliquer les différences pouvant exister entre la mobilité des résidents des QPV et ceux des autres quartiers.

La moitié des quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) est coupée par une route importante, une voie de chemin de fer ou un cours d'eau. En outre, en considérant les coupures surfaciques (surfaces d'activités, forêts, cimetières, etc.) et topographiques (distance à la mairie, pente environnante, etc.), un quart des QPV apparaît comme fortement ou très fortement soumis à des coupures physiques qui contribuent à leur enclavement. Ceux situés dans la zone centrale de l'Île-de-France et l'Outre-mer sont particulièrement concernés. Cet enclavement est susceptible d'avoir un impact sur les mobilités quotidiennes des habitants. Les résidents des QPV sont moins mobiles que les autres. En particulier, ils se déplacent moins souvent en voiture. Cependant, cet écart est principalement dû à des différences d'accès à la voiture (possession du permis et d'une voiture) et de

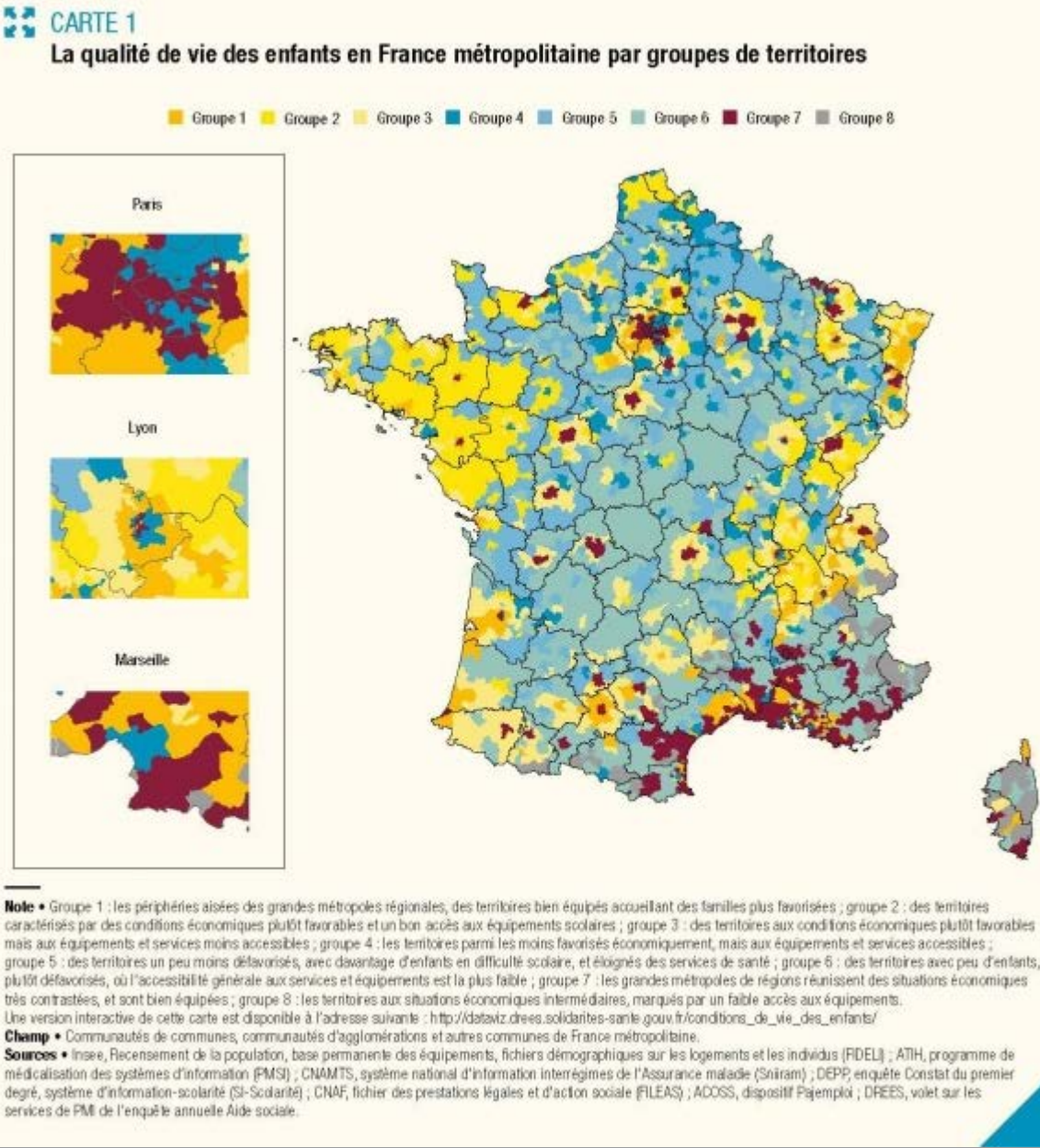
caractéristiques des habitants (statut d'emploi, par exemple). À caractéristiques similaires, les habitants de QPV se déplacent chaque jour le même nombre de fois que ceux hors QPV, mais sur une distance et une durée moins longues.

- 1er livrable - Les coupures physiques qui participent à l'enclavement des quartiers prioritaires
- 2e livrable - Analyse en statistiques descriptives
- 3e livrable - Modélisation

Qualité de vie

Une carte, un focus

- Cartographie de la qualité de vie des enfants en France : huit profils de territoires



Source : Drees - Ministère des Solidarités et de la Santé

Pour appréhender la qualité de vie des enfants de moins de 18 ans, cette cartographie a été réalisée à partir d'une soixantaine d'indicateurs (santé, éducation, accueil des jeunes enfants, etc.), dans la lignée du rapport Stiglitz. Elle permet de distinguer huit groupes de territoires en France métropolitaine.

► Retrouvez la carte et l'étude complète dans :

Cartographie de la qualité de vie des enfants en France : huit profils de territoires.

Drees - Jacques Bellidenty ; Pauline Viot. *Etudes et Résultats*, n° 1115, mai 2019. 7 p.

Région

► Etat des lieux de l'opinion régionale.

Sondage BVA pour la presse régionale, avril 2019. En ligne.

Les principaux enseignements de ce sondage BVA sont :

- Un fort attachement à sa région mais une identité régionale qui demeure en retrait par rapport au sentiment d'appartenance nationale
- Le redécoupage de 2015 est majoritairement décrié, notamment dans les régions fusionnées
- Une satisfaction de vivre dans sa région mais des résultats en retrait par rapport à 2015
- Des français partagés sur l'avenir de leur région et des attentes focalisées sur les problématiques sociales et économiques.

Société

► « Gilets jaunes » : comment expliquer la révolte d'un peuple ?

Denis Maillard ; Jean Viard ; Jean Grosset.

Fondation Jean Jaurès, avril 2019. Vidéo 1h40

Les analyses diffèrent quant au mouvement des « gilets jaunes » : pour Denis Maillard, il s'explique en partie par la désormais faiblesse des corps intermédiaires, remplacés par d'autres formes plus directes ; pour Jean Viard, c'est d'abord un affrontement entre les métropoles, portées par la révolution numérique et écologique, et les anciens mondes du travail, installés loin des grandes cités. Ils en ont débattu à la Fondation Jean-Jaurès. Ce débat a réuni : Denis Maillard, spécialiste en relations sociales, auteur de *Une colère française* (Éditions de l'Observatoire, mars 2019) / Jean Viard, sociologue, auteur de *L'implosion démocratique* (L'Aube, avril 2019) / et était animé par Jean Grosset, directeur de l'Observatoire du dialogue social de la Fondation Jean-Jaurès.

Territoires

► Horizons Sud. Regards et perspectives sur Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Région Sud - Agences d'urbanisme (Agam ; Audat-Var ; Aupa ; Aurav), DREAL , avril 2019. 88 p.

« Horizons Sud » propose un regard actualisé du territoire régional. L'étude propose un état des lieux illustré et didactique : 45 cartes, 15 diagrammes, une douzaine d'infographies présentant les chiffres-clés des thèmes abordés. Le regard porté décline la notion de territoire en quatre chapitres.

Le chapitre premier présente le « positionnement géostratégique ». Au plan international, - au sein de l'Union européenne mais aussi au-delà avec le bassin méditerranéen- et au plan national avec les autres régions nationales et plus particulièrement avec les deux régions limitrophes : Occitanie et Auvergne-Rhône-Alpes. Le chapitre 2, « le territoire transmis », a pour fil rouge l'histoire qui a profilé au cours des siècles le territoire actuel. Nombre d'atouts que possède aujourd'hui Provence-Alpes-Côte d'Azur sont hérités du passé. Ainsi, les patrimoines naturels et culturels sont d'une extrême diversité et d'une grande qualité. Ils sont parfois soumis à des menaces liées au développement des activités humaines. Le chapitre 3, le « territoire vécu », vise à décrire et à qualifier la population régionale à travers le filtre de la vie quotidienne. Il traite essentiellement de la qualité de la vie des habitants en soulignant les forces et les faiblesses du territoire. Enfin, le dernier chapitre, le « territoire organisé », propose une approche plus prospective qui évoque les potentialités de développement d'un territoire polycentrique qui reste à structurer. Un développement qui se doit d'être intégré et durable pour léguer aux générations futures un territoire où il fait bon vivre...

► Une approche renouvelée des lieux vacants dans la métropole lilloise.

Adulm (Agence de développement et d'urbanisme de Lille Métropole), mai 2019. 96 p.

Aborder le sujet des espaces vacants prend un sens très particulier sur le territoire de la métropole lilloise, et ce pour plusieurs raisons. C'est d'abord un sujet indissociable de son histoire, le plus couramment associé dans l'imaginaire au déclin récent de l'industrie, et aux friches que ce déclin a générées. C'est ensuite le cœur du projet de la Ville Renouvelée, qui a vu le jour à la fin des années 1990. Il s'agissait non seulement de considérer les espaces vacants comme des leviers prioritaires d'un développement urbain solidaire et écologiquement durable, mais aussi d'en faire un jalon de la construction du projet métropolitain. L'Agence propose une observation attentive des lieux vacants pour en comprendre les mécanismes et apporter les solutions adéquates.

Transition

► L'action citoyenne, accélératrice de transitions vers des modes de vie plus durables.

K. Lancement et S. Lévêque (Coord.)

CGDD, Cerema, avril 2019. 75 p.

Les initiatives citoyennes sont inscrites dans le paysage depuis le début du siècle dernier, avec le mouvement des « castors » auto-constructeurs. Elles se développent depuis les années 1970, en lien avec les mouvements écologiques de retour à la terre, de permaculture, et les éco-villages, en réponse à la crise économique (développement de l'économie sociale et solidaire, des systèmes d'échanges locaux, de monnaies locales complémentaires, etc.), et leur essor s'accélère avec le développement du numérique et la montée de la défiance des citoyens vis-à-vis des institutions. L'action citoyenne propose des réponses à des enjeux non pris en compte ou insuffisamment pris en compte par les institutions. Dans ce contexte, le Commissariat général au développement durable (CGDD) a demandé au Cerema de réaliser une étude exploratoire sur le sujet, de proposer des pistes pour la recherche et l'action publique. Le questionnaire s'articule autour de la relation entre initiatives citoyennes et institutions, afin d'interroger la capacité de ces dernières à intégrer l'innovation citoyenne dans leurs approches et organisations.

Ville inclusive

► Adapter l'espace vécu aux plus fragiles.

Diagonal, n°205, mars 2019. pp. 30-58

Les fragilités physiques ou cognitives, qu'elles soient liées à l'âge ou à un handicap, durable ou passager, interrogent plus largement la ville et les espaces vécus. Les différents acteurs sollicités dans ce dossier s'accordent sur le besoin d'agir dans des domaines variés comme l'habitat, la mobilité, l'accessibilité ou encore le lien social qui ensemble font système. En dépit des difficultés à se saisir de cette problématique, des démarches exploratoires destinées à adapter l'environnement aux populations plus vulnérables se développent aujourd'hui. Elles inventent au quotidien la ville inclusive à travers de nouveaux dispositifs et l'aménagement d'espaces plus faciles à vivre, accessibles et confortables, et ce, pour le bénéfice de tous.

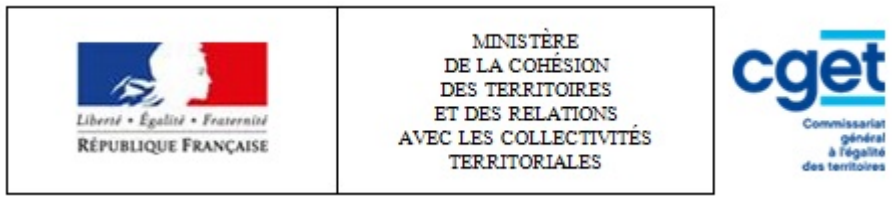
Commissariat général à l'égalité des territoires

Conception : Isabelle Rican & Sylvère Geniaux / Service de veille - Direction des stratégies territoriales.

>> **S'abonner : accès direct à l'encart d'inscription**

>> Nous contacter : veille.cget@cget.gouv.fr

Conformément à la loi "Informatique et libertés" du 6 janvier 1978, vous pouvez accéder aux informations vous concernant, les rectifier ou vous opposer à leur traitement et à leur transmission éventuelle à des tiers en écrivant à : Commissariat général à l'égalité des territoires | Service communication - 20 avenue de Ségur – TSA 10717 – 75334 PARIS CEDEX 07 ou en envoyant un courriel à l'adresse suivante : info@cget.gouv.fr



© 2019 CGET

[Se désinscrire](#)